
PARLEMENT WALLON

SESSION 2013-2014

18 SEPTEMBRE 2013

21^e CAHIER D'OBSERVATIONS ADRESSÉ PAR LA COUR DES COMPTES AU PARLEMENT WALLON *

Fascicule II

Rapport de contrôle du compte général de la Région wallonne pour l'année 2009



Cour des comptes

Rapport de contrôle du compte général
de la Région wallonne pour l'année 2009

et

Résultats à insérer dans le décret de règlement
définitif du budget de la Région wallonne pour
l'année 2009

21^e cahier de la Cour des comptes – fascicule II



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| 1. NOTE ET OBSERVATIONS DE LA COUR | 3 |
| 1.1. Dispositions légales et administratives | 3 |
| 1.2. Enchaînement des comptes 2006-2007 | 5 |
| 1.3. Objectifs et procédure de contrôle | 5 |
| 1.4. Résultats du contrôle | 6 |
| 1.4.1. Appréciation globale | 6 |
| 1.4.2. Les comptes d'exécution du budget | 6 |
| 1.4.2.1. Services d'administration générale de la Région wallonne | 6 |
| 1.4.2.2. Entreprises régionales | 7 |
| 1.4.2.3. Services régionaux à gestion séparée | 8 |
| 1.4.2.4. Organismes d'intérêt public de la catégorie A et sui generis | 8 |
| 1.4.2.5. Résultats de l'exécution du budget des services d'administration générale | 10 |
| 1.4.3. Le compte de trésorerie | 10 |
| 1.4.3.1. Données et résultats du compte | 11 |
| 1.4.3.2. Rapprochement des résultats financier et budgétaire | 13 |
| 1.4.3.3. Situation de la dette publique | 14 |
| 1.4.3.4. Les placements | 15 |
| 1.4.4. Le compte des variations du patrimoine et le bilan | 15 |
| 1.4.5. Les annexes au compte général | 17 |
| 1.5. Déclaration de fin de contrôle | 17 |
| 2. ANNEXES | 18 |

1. NOTE ET OBSERVATIONS DE LA COUR¹

Par une dépêche du 13 juillet 2012, le vice-président et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports du gouvernement wallon, a transmis à la Cour le compte général de la Région wallonne pour l'année 2009. Les documents communiqués alors comportaient toutefois des erreurs dans certains tableaux. Suite à la demande de la Cour, ces derniers ont été corrigés par l'administration.

Conformément à l'article 92 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État², le présent rapport expose les observations auxquelles a donné lieu la vérification de ce compte général. Il présente également les résultats de l'exécution du budget de l'année 2009, à insérer dans le projet de décret de règlement définitif du budget.

1.1. Dispositions légales et administratives

L'article 50, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions stipule que « *chaque Conseil vote annuellement le budget et arrête les comptes. Le compte général des Communautés et Régions est transmis à leur Conseil, accompagné des observations de la Cour des comptes. Toutes les recettes et les dépenses sont portées dans le budget et les comptes* ». Le paragraphe 2 dudit article énonce, quant à lui, que « *la loi détermine les dispositions générales applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et des Régions (...)* ».

Toutefois, l'article 71, § 1^{er}, de la même loi spéciale précise qu'aussi longtemps que la loi visée ci-avant n'est pas entrée en vigueur³, les dispositions en matière de comptabilité de l'État s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux Communautés et aux Régions.

Les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État comprennent diverses dispositions concernant le compte général.

➤ Dispositions générales :

- l'article 1^{er} stipule que le budget et le compte général de l'État comprennent le budget et les comptes des services d'administration générale de l'État, des entreprises d'État et des services de l'État à gestion séparée ;
- le chapitre VI (articles 80 à 93) est consacré au compte général ;
- les articles 119 et 120 concernent spécifiquement la comptabilité des entreprises d'État dont les comptes d'exécution du budget doivent faire l'objet d'un projet de loi de règlement du budget ;
- pour les services de l'État dont la gestion est, en vertu d'une loi particulière, séparée de celle des services d'administration générale, l'article 140 charge le Roi de prendre des

¹ Sauf mention contraire, les montants repris dans les tableaux du présent rapport sont exprimés en euros.

² Arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'État.

³ En ce qui concerne la Région wallonne, l'entrée en vigueur de la loi de 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, a été reportée au 1^{er} janvier 2012 par l'arrêté royal du 4 mai 2010. Le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement wallon applique les dispositions de la loi précitée du 16 mai 2003.

dispositions prévoyant notamment l'établissement et la publication d'un budget et de comptes ;

- l'article 93, § 1^{er}, prévoit que les comptes des organismes d'intérêt public, dont les opérations doivent être justifiées à la Cour, sont annexés au compte général de l'État. Par ailleurs, l'article 6, § 3, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public dispose que les comptes d'exécution du budget des organismes de la catégorie A font l'objet d'un projet de loi de règlement du budget.

➤ Dispositions particulières

Les principales exigences légales en matière d'établissement et de reddition du compte général sont, quant à elles, énumérées à l'article 80 des lois coordonnées précitées.

1. Le ministre des Finances établit annuellement le compte général.
2. Le compte général embrasse toutes les opérations budgétaires, patrimoniales et de trésorerie effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre.
3. Il comporte le compte synthétique des opérations de l'État et les comptes de développement suivants :
 - le compte d'exécution du budget, qui fait l'objet des dispositions du chapitre V (articles 75 à 79) des mêmes lois coordonnées⁴ ;
 - le compte des variations du patrimoine, qui enregistre les modifications de l'actif et du passif de l'État. Il est accompagné du bilan de l'État, établi au 31 décembre⁵ ;
 - le compte de trésorerie, qui expose les opérations effectuées pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'État, ainsi que les mouvements de fonds appartenant à des tiers et les autres opérations financières du Trésor. Il est accompagné d'un tableau présentant les fluctuations et la situation de la dette publique⁶.
4. Il doit être transmis à la Cour avant le 30 juin de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

L'établissement des comptes généraux ressortit au département de la comptabilité du Service public de Wallonie, appelée ci-après « le département de la comptabilité ». À l'instar des années précédentes, celle-ci a élaboré un projet de décret de règlement

⁴ Article 75 - Le compte d'exécution du budget est formé de tableaux comportant les mêmes subdivisions que le budget. Ces tableaux font apparaître :

| Pour les recettes : | Pour les dépenses : |
|--|---|
| a) les prévisions ; | a) les crédits ouverts par la loi ; |
| b) les droits constatés ; | b) les crédits reportés de l'année précédente ; |
| c) les recettes imputées ; | c) les opérations imputées ; |
| d) la différence entre les droits constatés et les recettes imputées ; | d) la différence entre les crédits et les opérations imputées ; |
| e) les droits reportés ; | e) les crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire ; |
| f) les droits annulés ou portés en surséance indéfinie ; | f) les crédits reportés à l'année suivante ; |
| g) la différence entre les prévisions et les imputations. | g) les crédits à annuler. |

⁵ Article 84 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État.

⁶ Article 91 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État.

définitif du budget 2009 reprenant les résultats des services d'administration générale, d'une part, et ceux des entreprises régionales, des services régionaux à gestion séparée et des organismes d'intérêt public de la catégorie A ou *sui generis*, d'autre part.

1.2. Enchaînement des comptes 2008-2009

Le compte général de l'année 2009 a été adressé à la Cour par dépêche du 13 juillet 2012 au Greffe de la Cour. Le compte précédent, celui de l'exercice 2008, a été déclaré contrôlé par son Collège le 18 juin 2013.

1.3. Objectifs et procédure de contrôle

L'appréciation de la fiabilité et du caractère exhaustif des états financiers ainsi que la vérification de la conformité des opérations aux règles de la comptabilité publique et aux décrets budgétaires ont constitué les deux principaux objectifs du contrôle.

Le compte général de l'année 2009 a été élaboré par le département de la comptabilité au départ des données issues :

- des décrets budgétaires ⁷ ;
- pour les services d'administration générale, de la comptabilité publique, tenue à l'aide des applications informatiques « G-COM » dépenses et recettes ;
- pour les autres services et organismes, des comptes déclarés contrôlés par la Cour ;
- pour le compte de trésorerie, des comptes des comptables, arrêtés par la Cour.

Pour s'assurer de l'exactitude des résultats de l'exécution du budget des services d'administration générale, la Cour a confronté les chiffres du compte avec ceux de la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'année 2009⁸, qu'elle a adressée fin mai 2010 au Parlement wallon⁹. Celle-ci¹⁰ a été établie essentiellement sur la base des chiffres de la banque de données de la Cour, enregistrant toutes les imputations à la charge du budget des dépenses des services précités, et d'une situation des recettes, imputées au 31 décembre 2009, fournie à la Cour, début 2010, par le receveur général du Service public de Wallonie.

Le compte de trésorerie a été vérifié par divers recoupements avec la situation mensuelle de la trésorerie du mois de décembre 2009, les extraits des comptes courants, délivrés par le caissier de la Région, et les comptes de comptables, tels qu'arrêtés par la Cour.

⁷ Décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009, décret du 18 décembre 2008 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009, décret du 10 décembre 2009 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009 et décret du 10 décembre 2009 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009.

⁸ Dans la suite de ce rapport, ce document sera désigné par les mots « la préfiguration ».

⁹ Doc. *parl. Rég.* w. 4-II e (2009-2010) — N° 1.

¹⁰ Lors de la réforme des lois sur la comptabilité de l'État, opérée par la loi du 28 juin 1989, la Cour a été investie de la mission d'élaborer une préfiguration des résultats de l'exécution du budget, dans le courant du mois de mai suivant l'année budgétaire concernée, afin de pallier le retard endémique dans la reddition des comptes généraux.

Le compte des variations du patrimoine et le bilan, établis sur la base des écritures de la comptabilité patrimoniale, ont, quant à eux, fait essentiellement l'objet d'un contrôle de cohérence.

Enfin, les comptes des services et organismes à gestion autonome ont donné lieu à une vérification de concordance, par rapport à ceux déclarés contrôlés par la Cour.

1.4. Résultats du contrôle

1.4.1. Appréciation globale

Le compte général de la Région wallonne pour l'année 2009 est présenté en trois fascicules. Le premier contient le compte synthétique des opérations de la Région, reprenant les résultats essentiels. Ce document de synthèse est complété par des comptes de développement, mentionnant, dans des tableaux récapitulatifs, les chiffres définitifs de l'exécution du budget des services d'administration générale, la situation de la trésorerie ainsi que les variations du patrimoine. Un bilan y est également joint, de même qu'une situation de la dette directe. Les pièces justificatives sont annexées sous la forme de listes informatiques, détaillant les données synthétisées dans le compte.

Le deuxième fascicule (annexe 1) reprend les résultats de l'exécution des budgets des entreprises régionales, des services à gestion séparée et des organismes d'intérêt public, ainsi que leur bilan et leur compte de résultats.

Le troisième fascicule (annexe 2) fournit diverses listes relatives au patrimoine de la Région, telles celles des codes d'inventaire et des ordonnances patrimoniales.

L'examen du compte général de l'année 2009 a permis à la Cour de constater la correcte application des dispositions légales qui en régissent le contenu et la présentation (cf. point 1.1. ci-dessus).

1.4.2. Les comptes d'exécution du budget

Outils d'appréciation de la gestion des pouvoirs publics, les comptes d'exécution du budget fournissent les chiffres nécessaires à l'élaboration des projets de décret de règlement définitif de l'ensemble des budgets. Le vote de ces décrets met un terme au cycle budgétaire et vaut, politiquement, quitus pour les instances exécutives.

1.4.2.1. Services d'administration générale de la Région wallonne

Depuis 2009, le Ministère de la Région wallonne (MRW) et le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports (MET) ont été fusionnés pour former le Service public de Wallonie qui regroupe les services d'administration générale de la Région wallonne. Les résultats de l'exécution de leur budget sont repris dans la première partie du point 2.1 de l'annexe de ce rapport, elle-même appuyée par les tableaux du point 2.2 de l'annexe. La Cour a procédé au contrôle de ces résultats en les comparant avec ceux de la préfiguration. Comme le démontrent les commentaires suivants, les chiffres de ces deux sources se recourent.

- 1 Tels qu'ils sont repris dans le compte général, les montants des engagements²¹, contractés à la charge des crédits dissociés d'engagement, des crédits variables et de la section particulière, correspondent aux chiffres de la préfiguration.*

²¹ Voir point 2.1 de l'annexe, première partie, point A et point 2.2 de l'annexe - tableaux 1, 4 et 5.

- 2 *Le montant des recettes courantes et de capital¹² (6.238.427.438,39 euros) figurant dans le compte général correspond à celui de la préfiguration.*
- 3 *Compte tenu des crédits reportés, le montant des dépenses courantes et de capital¹³, ordonnancé en 2009 (7.007.026.573,35 euros), correspond à celui (7.007.026 milliers d'euros) mentionné dans la préfiguration.*

Conformément à l'article 34, alinéa 1⁴, des lois coordonnées précitées, les crédits non dissociés reportés à l'année 2010 ont été fixés dans le compte à 453.967.394,74 euros. Ce montant correspond à celui de la préfiguration.

Les crédits non dissociés reportés à l'année 2009 et encore disponibles à la fin de cet exercice doivent être annulés¹⁵. Le montant à annuler s'élève à 97.152.402,59 euros¹⁶. La Cour constate que 38 milliers d'euros ont déjà fait l'objet d'annulations d'engagements dans le courant de l'année 2009.

Les soldes (188.161.119,63 euros) des crédits d'ordonnancement, disponibles au 31 décembre 2009 ont été annulés, conformément à l'article 35, §1^{er}, alinéa 1, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. Ce montant correspond à celui de la préfiguration.

- 4 *Le montant (91.700.040,88 euros) des recettes affectées aux crédits variables¹⁷ repris dans le compte général correspond à celui de la préfiguration.*

Les dépenses ordonnancées (99.519.232,83 euros) à la charge des crédits variables figurant dans le compte général sont également identiques à celles mentionnées dans la préfiguration (99.519 milliers d'euros).

- 5 *En ce qui concerne la section particulière, les chiffres du compte général coïncident avec ceux repris dans la préfiguration. Il est à noter que, depuis 2002, la section particulière n'enregistre plus d'opérations relatives à des fonds C.*

Enfin, la Cour a constaté que, comme l'autorisaient les dispositions de l'article 120 du décret budgétaire, les engagements et les ordonnancements¹⁸ contractés à la charge des articles 60.02.01 (FEDER), 60.02.02 (FEOGA), 60.02.03 (FSE) et 60.02.05 (IFOP) ont dépassé les recettes disponibles. Par contre, l'autorisation d'engager des dépenses au-delà des recettes disponibles, qui concernait l'article 60.02.06 (LIFE), n'a pas été utilisée.

1.4.2.2. Entreprises régionales¹⁹

Conformément aux articles 119 et 120 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le compte général 2009 devrait inclure le compte d'exécution du budget 2009 de l'unique

¹² Voir point 2.1 de l'annexe, première partie, point B et point 2.2 de l'annexe - tableau 2.

¹³ Voir point 2.1 de l'annexe, première partie, point B et point 2.2 de l'annexe - tableau 3.

¹⁴ « Les crédits non dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés à l'année suivante et peuvent être utilisés dès le commencement de cette année pour ordonnancer toute dépense engagée pendant l'année budgétaire révolue ».

¹⁵ Article 34, alinéa 2, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État : « Les crédits non dissociés reportés à l'année suivante sont rattachés à l'allocation correspondante du budget de ladite année. La partie de ces crédits non ordonnancée le 31 décembre de ladite année tombe en annulation ».

¹⁶ Voir point 2.1 de l'annexe, première partie, point B.

¹⁷ Voir point 2.1 de l'annexe, première partie, point C et point 2.2 de l'annexe - tableau 2.

¹⁸ Les ordonnancements seulement en ce qui concerne l'IFOP.

¹⁹ Point 2.1 de l'annexe, deuxième partie.

entreprise régionale : l'Office wallon des déchets (OWD). *À la date de l'établissement du compte général, le compte 2009 de l'Office n'avait cependant pas été transmis à la Cour. Ce compte a désormais été transmis et a été déclaré contrôlé par la Chambre française de la Cour des comptes le 3 juillet 2012.*

1.4.2.3. Services régionaux à gestion séparée²⁰

En application de l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, la gestion budgétaire, comptable et financière du seul service à gestion séparée régional - l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) - a fait l'objet de dispositions²¹ arrêtées par le gouvernement wallon, lesquelles prévoient que son compte annuel est inclus dans le compte général de la Région.

Le compte d'exécution du budget 2009 de l'Agence, repris dans le compte général, est conforme à celui ayant fait l'objet d'une déclaration de fin de contrôle par la Cour²². Comme la Cour l'a fait observer, dans sa lettre du 14 juin 2011, adressée au vice-président et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, l'Agence n'a pas produit de bilan.

1.4.2.4. Organismes d'intérêt public de la catégorie A et sui generis²³

Pour l'exercice 2009, neuf organismes d'intérêt public - l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité, l'Institut scientifique de service public (ISSeP), l'Institut du patrimoine wallon, le Fonds piscicole de Wallonie, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), le Centre wallon de recherches agronomiques, le Fonds pour le désendettement de la Wallonie, le Commissariat général au tourisme et Wallonie-Bruxelles International - étaient visés par l'article 93, § 1^{er}, des lois coordonnées précitées et par l'article 6, § 3, de la loi du 16 mars 1954 précitée (cf. point 1.1.), lequel dispose que le compte d'exécution du budget des organismes de la catégorie A doit faire l'objet d'un projet de décret de règlement définitif.

Bien que cet organisme ne soit pas soumis à la loi du 16 mars 1954, le compte d'exécution du budget du Centre régional d'aide aux communes doit lui aussi, en vertu de l'article 10 de son décret organique²⁴, faire l'objet d'un décret de règlement définitif. Il en va de même pour les comptes d'exécution du budget des deux hôpitaux psychiatriques.

Le compte général 2009 englobe les tableaux de l'exécution du budget de trois organismes, à savoir, l'Institut du patrimoine wallon, le Fonds pour le désendettement de la Wallonie et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

Neuf comptes sont donc manquants : ceux de l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité, ceux du Centre régional d'aide aux communes, ceux de l'Institut scientifique de service public (ISSeP), ceux du Fonds piscicole de Wallonie, ceux du Centre wallon de recherches agronomiques, ceux du Commissariat général au tourisme, ceux de Wallonie-Bruxelles International et ceux du Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies et ceux du Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers ».

²⁰ Point 2.1 de l'annexe, troisième partie.

²¹ Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008.

²² Déclaration de fin de contrôle (comptes 2009) : le 14 juin 2011.

²³ Point 2.1 de l'annexe, quatrième partie.

²⁴ Décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne. Arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant règlement général sur le budget et la comptabilité du Centre régional d'aide aux communes.

Les projets de budget des hôpitaux psychiatriques n'avaient pas non plus été annexés au projet de budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2009, ni soumis à l'approbation du Parlement, et ce en méconnaissance des dispositions de l'article 32 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, modifié par le décret du 13 mars 2003. Cependant, dans la mesure où ledit décret du 13 mars 2003 a doté ces deux hôpitaux d'un Conseil d'administration, ils sont désormais des organismes assimilables à des organismes de catégorie B.

Les comptes de l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité, ceux du Centre régional d'aide aux communes, ceux de l'Institut scientifique de service public (ISSeP), ceux du Fonds piscicole de Wallonie, ceux du Centre wallon de recherches agronomiques, ceux du Commissariat général au tourisme et ceux de Wallonie-Bruxelles International devront pour leur part faire l'objet d'un projet distinct de règlement définitif du budget.

1. *Le compte d'exécution du budget 2009 du Fonds piscicole de Wallonie, n'avait pas été transmis à l'Administration à la date de l'établissement du compte général. Ce compte a désormais été transmis et a été déclaré contrôlé par la Chambre française de la Cour des comptes le 23 août 2011.*
2. *Le compte d'exécution du budget 2009 de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour²⁵. Par son courrier du 10 janvier 2012, la Cour a communiqué au vice-président du gouvernement wallon et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports ses observations portant notamment sur le non-respect par cet organisme des dispositions légales relatives aux dépassements de crédits limitatifs portés au budget des organismes. En effet, le compte fait apparaître des dépassements budgétaires, à concurrence de 15.234,54 euros. Des crédits complémentaires devront dès lors être prévus.*
3. *Le compte d'exécution du budget 2009 du Fonds de désendettement de la Wallonie est conforme à celui déclaré contrôlé par la Cour²⁶.*
4. *Le compte d'exécution du budget 2009 de l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité n'avait pas été transmis à la date de confection du compte général. Il a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes en date du 9 juillet 2013.*
5. *Le compte d'exécution du budget 2009 de l'Institut du patrimoine wallon est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour²⁷. Par son courrier du 28 septembre 2011, la Cour a communiqué au vice-président du gouvernement wallon et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports ses observations portant notamment sur le non-respect par cet organisme des dispositions légales relatives aux dépassements de crédits limitatifs portés au budget des organismes. En effet, le compte fait apparaître des dépassements budgétaires, à concurrence de 1.167.226,09 euros. Des crédits complémentaires devront dès lors être prévus.*
6. *Le compte d'exécution du budget 2009 du Centre régional d'aide aux Communes n'avait pas été transmis à la date de confection du compte général. Il a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes en date du 5 juillet 2011.*

²⁵ Les comptes 2009 de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ont été déclarés contrôlés par la Cour le 10 janvier 2012.

²⁶ Compte déclaré contrôlé par la Cour le 10 octobre 2010.

²⁷ Les comptes 2009 de l'Institut du patrimoine wallon ont été déclarés contrôlés par la Cour le 28 septembre 2011.

7. *Le compte d'exécution du budget 2009 de l'Institut scientifique de service public n'avait pas été transmis à la date de la confection du compte général. Il a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes en date du 10 juillet 2012.*
8. *Le compte d'exécution du budget 2009 du Centre wallon de recherches agronomiques n'a pas été transmis.*
9. *Le compte d'exécution du budget 2009 du Commissariat général au tourisme n'avait pas été transmis à la date de confection du compte général. Il a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes en date du 30 août 2011.*
10. *Le compte d'exécution du budget 2009 de Wallonie-Bruxelles International n'avait pas été transmis à la date de confection du compte général. Il a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes en date du 11 juin 2013.*

1.4.2.5. Résultats de l'exécution du budget des services d'administration générale

Le tableau synoptique suivant présente les résultats définitifs de l'exécution du budget de l'année 2009 du Service public de Wallonie, les deux anciens ministères (MRW et MET) ayant été fusionnés.

| RÉSULTATS DÉFINITIFS | |
|---|-------------------------|
| A. ENGAGEMENTS | |
| 1. Engagements à la charge des crédits dissociés | 3.783.162.935,06 |
| 2. Engagements à la charge des crédits variables | 69.584.443,43 |
| 3. Engagements à la charge de la section particulière | 192.765.924,29 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS | 4.045.513.302,78 |
| B. RÉSULTATS DES OPÉRATIONS COURANTES ET DE CAPITAL | |
| 1. Recettes imputées, hors recettes affectées et hors produit d'emprunts | 6.238.427.438,39 |
| 2. Dépenses imputées | 7.007.026.573,35 |
| <i>SOLDE BUDGÉTAIRE HORS EMPRUNTS</i> | <i>-768.599.134,96</i> |
| 3. Produit d'emprunts | 0,00 |
| SOLDE BUDGÉTAIRE DES OPÉRATIONS COURANTES ET DE CAPITAL | -768.599.134,96 |
| C. RÉSULTATS DES CRÉDITS VARIABLES (FONDS ORGANIQUES) | |
| 1. Recettes imputées | 91.700.040,88 |
| 2. Dépenses imputées | 99.519.232,83 |
| SOLDE BUDGÉTAIRE DES FONDS ORGANIQUES | -7.819.191,95 |
| D. RÉSULTATS DE LA SECTION PARTICULIÈRE | |
| 1. Recettes imputées | 99.659.449,33 |
| 2. Dépenses imputées | 78.474.918,31 |
| SOLDE BUDGÉTAIRE DE LA SECTION PARTICULIÈRE | 21.184.531,02 |
| SOLDE BUDGÉTAIRE GLOBAL DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (B+C+D) pour l'année 2009 | -755.233.795,89 |

1.4.3. Le compte de trésorerie

Le compte de trésorerie doit exposer l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée, pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins du pouvoir public ainsi que les mouvements de fonds appartenant à des tiers et les autres opérations financières (cf. point 1.1.). En bref, tous les encaissements et les décaissements de fonds, qui concrétisent des opérations budgétaires, patrimoniales ou purement financières, doivent être enregistrés dans ce compte. Il doit être en outre complété par une situation de la dette publique.

1.4.3.1. Données et résultats du compte

Le compte présenté dans le compte général 2009 est conforme aux prescriptions légales. Partant des soldes reportés, il récapitule les mouvements créditeurs et débiteurs, en les distinguant selon la nature budgétaire ou non des opérations concernées, avant de fixer les soldes à reporter. Il résulte de la centralisation des écritures des comptes des comptables, principalement du comptable centralisateur, des receveurs des taxes et redevances et du receveur général. Outre ce compte en euros, le compte général reprend aussi le compte en devises étrangères, étant entendu que la Région wallonne règle ses paiements à l'étranger en achetant préalablement les devises nécessaires.

En premier lieu, la Cour s'est assurée de la concordance des données du compte de trésorerie avec celles des comptes des comptables susmentionnés, tels que son collègue les avait arrêtés. Aucune divergence n'a été relevée. Le compte de trésorerie, en euros, des services d'administration générale est présenté ci-après dans une forme agrégée.

| COMPTE DE TRÉSORERIE DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE | | | | |
|--|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------------|
| | Soldes au 31.12.2008 | Crédits | Débits | Soldes au 31.12.2009 |
| 1. Solde cumulé des opérations budgétaires (y compris le solde issu de la clôture de la comptabilité de la Trésorerie nationale) | 1 530 159 328.42 | | | 1 530 159 328.42 |
| 2. Opérations budgétaires | -285 413 395.44 | 6 408 806 416.71 | 7 101 406 521.55 | -978 013 500.28 |
| 3. Opérations restant à imputer budgétairement | -543.42 | 346 780.47 | 733 765.39 | -387 528.34 |
| 4. Opérations non budgétaires* | -2 086 107 922.79 | 10 287 033 299.77 | 10 219 261 933.39 | -2 018 336 556.41 |
| TOTAL des fonds propres | -841 362 533.23 | 16 696 186 496.95 | 17 321 402 220.33 | -1 466 578 256.61 |
| 5. Fonds de tiers | 9 328 915.00 | 17 811 447.12 | 7 949 453.81 | 19 190 908.31 |
| TOTAL général | -832 033 618.23 | 16 713 997 944.07 | 17 329 351 674.14 | -1 447 387 348.30 |

En euros

* Sont des opérations non budgétaires les mouvements de fonds entre les comptables faisant apparaître les encaisses subsistant au 31 décembre et résultant soit de recettes non encore versées dans la caisse centrale, soit de sommes imputées au budget mais non encore décaissées, soit encore de sommes payées par avance sur la caisse du comptable centralisateur.

La Cour a ensuite vérifié la cohérence des écritures comptables avec la situation de trésorerie du mois de décembre 2009 et les extraits des comptes financiers. Le résultat général du compte de la trésorerie de l'année 2009 se chiffre à -1.447.387.348,30 euros, y compris les fonds de tiers, et se ventile entre les divers comptes courants financiers ou autres valeurs disponibles de la manière suivante.

| | |
|---|--------------------------|
| 1. Comptes financiers | |
| 1.1. DEXIA | -1.447.412.197,78 |
| - Comptes 091 fusionnés | -1.453.085.086,69 |
| - Comptes 091 non fusionnés | 5.207.457,23 |
| - Comptes 068 (cafétérias) | 130,34 |
| - Recettes ERA/NET (231-61) | 465.301,34 |
| - MET Projet "MOSES" (235-65) | - |
| 1.2. OFFICE DES CHÈQUES POSTAUX | 20.760,33 |
| - Receveur général SPW (ex-MET) | 1.015,34 |
| - Chèques-repas SPW (ex-MRW) | 10.018,58 |
| - Chèques-repas SPW (ex-MET) | 9.670,25 |
| - Permis de pêche SPW | 56,16 |
| 2. Placements en billet de trésorerie à la Division de la Trésorerie | 0,00 |
| 3. Caisses comptables | 490,76 |
| 3.1. SPW (ex-MET) | 490,76 |
| -Aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud | 0,00 |
| - Aéroport de Liège | 129,32 |
| - Direction du support juridique | 361,44 |
| 3.2. SPW (ex-MRW) | <i>Non inventorié</i> |
| 4. Autres (chèques non endossés, paiements par carte, déficits) | 3.598,39 |
| 4.1. SPW (ex-MET) | 3.598,39 |
| -Aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud | 64,20 |
| - Direction du support juridique : débet constaté au 10 janvier | 689,53 |
| - Direction du support juridique : débet constaté au 26 avril 20 | 2.844,66 |
| 4.2. MRW | - |
| TOTAL | -1.447.387.348,30 |

En euros

La Cour fait observer que le solde financier, tel que repris dans les deux tableaux ci-avant, ne correspond pas strictement à la réalité. En effet, ce solde n'intègre pas le numéraire contenu dans les caisses existant dans certains services décentralisés de l'ex-MRW, étant donné que le receveur général ne reçoit aucune information concernant ces encaisses qui, par conséquent, ne figurent ni dans son compte annuel, ni dans le compte général²⁸. En revanche, la Cour a constaté que les soldes des différentes caisses décentralisées de l'ex-MET sont désormais repris de façon détaillée dans le compte général, ce qui améliore l'information fournie.

²⁸ Ce que la Cour avait critiqué dans son courrier daté du 28 août 2002 (réf. : F13 - 1.996.876 L1), adressé à M. le vice-président et ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics du gouvernement wallon.

1.4.3.2. Rapprochement des résultats financier et budgétaire

Le solde financier ²⁹ brut, obtenu en comparant les encaissements (hors produit d'emprunts) aux décaissements, tels que mentionnés dans le compte général, s'élève à - 625,2 millions d'euros.

| | |
|--|--------------------------|
| Recettes encaissées (hors emprunts) | 17.310.011.311,70 |
| Dépenses décaissées | 17.935.227.035,08 |
| SOLDE FINANCIER BRUT | -625.215.723,38 |

Quant au solde budgétaire de l'année 2009, tel qu'établi ci-avant, il se chiffre à -755.233.795,89 euros. Pour effectuer le passage du solde budgétaire au solde financier, qui détermine les besoins réels de financement de l'année, il faut prendre en considération le report de paiement, à l'année suivante, d'ordonnances émises en fin d'exercice et la variation des comptes enregistrant les opérations de trésorerie que sont les opérations restant à imputer budgétairement et les opérations non budgétaires (cf. supra).

Les ordonnances imputées au budget de l'année 2008 mais payées en 2009 se sont élevées à 451.365.616,42 euros, tandis que celles payées en 2010, bien qu'à la charge du budget de l'exercice 2009, ont porté sur un montant global de 534.979.819,36 euros. Au total, les besoins de financement de l'année 2009 ont été réduits de la différence (83.614.202,94 euros) entre ces deux agrégats.

Par ailleurs, la variation globale des comptes de trésorerie, telle que reprise dans le compte général, s'est établie au montant de 67.384.381,46 euros ³⁰.

Le tableau suivant procède, sur la base des éléments qui précèdent, à la réconciliation du solde budgétaire et du solde financier et aboutit finalement à justifier l'exactitude de l'encaisse au 31 décembre 2009, non compris les fonds de tiers, telle qu'elle résulte du compte de trésorerie.

| | |
|--|------------------------|
| SOLDE BUDGÉTAIRE HORS EMPRUNTS | -755 233 795.89 |
| Report de paiement des ordonnances | 83 614 202.94 |
| Variation des opérations de trésorerie | 67 384 381.46 |
| SOLDE FINANCIER BRUT | -604 235 211.49 |
| Produit d'emprunts | 0.00 |
| SOLDE FINANCIER DÉFINITIF | -604 235 211.49 |
| Encaisse au 1 ^{er} janvier 2009 | -841 362 533.23 |
| Encaisse au 31 décembre 2009 | -1 466 578 256.61 |
| VARIATION DU SOLDE DE CAISSE | -625 215 723.38 |

²⁹ Le solde financier brut comprend le montant des amortissements de la dette, en l'occurrence indirecte. En le déduisant, on obtient le solde financier net.

³⁰

| | |
|---|-----------------------|
| 1. Opérations restant à imputer budgétairement : | 386.984,92 |
| soit 346.780,47 euros (crédits de l'année) – 733.765,39 euros (débits de l'année) | |
| 2. Opérations non budgétaires : | -67.771.366,38 |
| soit 10.287.033.299,77 euros (crédits de l'année) – 10.219.261.933,39 euros (débits de l'année) | |
| Total | -67.384.381,46 |

Comme le montre le tableau ci-dessus, le solde financier de l'exercice s'élève à -604,2 millions d'euros. Ce solde négatif représente le déficit brut de trésorerie de l'année. Il devrait correspondre à l'augmentation du découvert de l'encaisse globale entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009.

Cependant, la variation de l'encaisse globale entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 s'élève à 625,2 millions d'euros.

En théorie, le solde financier correspond à la variation de l'encaisse globale. Cependant, le compte général 2009 affiche une différence de près de 21,0 millions d'euros entre ces deux montants. Cette différence est quasi-exclusivement³¹ due à l'imputation sur le budget 2009, en exécution de l'instruction donnée par l'ordonnateur primaire, de recettes issues de la télé-redevance perçues en date du 11 janvier 2010³².

La centralisation des trésoreries a permis d'améliorer la situation de la trésorerie wallonne. En effet, l'apport à l'encaisse régionale de la trésorerie des organismes d'intérêt public au 31 décembre 2009 s'élevait à 930,9 millions d'euros, ce qui porte le solde global à -535,7 millions d'euros. Ce résultat traduit une détérioration de 586,9 millions d'euros par rapport à l'année précédente (+51,2 millions d'euros).

Les chiffres mentionnés dans le tableau ci-avant diffèrent légèrement de ceux dégagés par la préfiguration qui a arrêté le solde brut à financer à -623,0 millions d'euros, tandis que le solde définitif (ou solde net à financer) ainsi que la variation du solde de caisse s'établissaient au montant de - 615,3 millions d'euros.

Les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus reflètent le solde de l'ensemble des comptes de la Région wallonne (y compris les comptes dits « hors fusion » mais à l'exception des comptes de tiers) et notamment les comptes 068, les comptes CCP, les caisses comptables du MET, le produit des canaux et rivières, les déficits ainsi que les comptes relatifs aux projets ERÂ/NET (231-61) et MOSES (235-65). À l'opposé, les chiffres de la préfiguration, basés sur les données fournies en son temps par le département de la Trésorerie du SPW, reprennent essentiellement les variations et les soldes des comptes faisant partie de la « fusion » des comptes ouverts auprès de Dexia banque. Cette « fusion » inclut notamment certains comptes de tiers. En outre, les chiffres sur lesquels est basé le compte général incluent le compte relatif au projet FOREST/FOCUS³³, relevant, selon DEXIA, de la « fusion », qui ne figuraient pas dans les tableaux de la situation mensuelle de la Trésorerie générale wallonne qui ont servi à établir la préfiguration. Enfin, la situation mensuelle de trésorerie de décembre incluait le solde du compte intitulé « Transit fonds CEE », qui figure, à tort³⁴, en « hors fusion » selon DEXIA.

1.4.3.3. Situation de la dette publique

Un tableau présentant les fluctuations et la situation de la dette publique au terme de l'exercice est joint au compte de trésorerie 2009. Il convient de préciser que cette situation concerne la dette directe à plus d'un an, liée aux activités des services d'administration générale. En ce qui concerne les entreprises régionales, les services à gestion séparée et les organismes d'intérêt public, les dettes à moins d'un an, figurant au passif de leur bilan

³¹ Le solde de la différence, soit 1.511,89 euros s'explique par une rectification comptable sur des opérations d'années antérieures.

³² Date de l'extrait de compte.

³³ Compte 091-2150230-60.

³⁴ Ce compte « Transit fonds CEE » est bien repris au compte général également.

(cfr point 2.3. de l'annexe), ne proviennent pas d'emprunts et ne peuvent donc être ajoutées à la dette directe régionale.

En 2009, l'encours de cet endettement en valeur nominale est passé de 3.140,2 millions d'euros à 3.195,6 millions d'euros, augmentant ainsi de 55,4 millions d'euros.

Par ailleurs, la Cour rappelle que, au regard des exigences de la méthodologie SEC, la Région a décidé, à titre rétroactif, de reprendre en son nom, au 1^{er} janvier 2003, une partie de la dette indirecte. Cette opération a eu pour effet de porter la dette directe à 3.416,6 millions d'euros au 31 décembre 2009. Cette reprise concerne pour l'essentiel la dette des SPABS et de dettes en provenance de la SWCS et de la SWDE, dont la Région assurait en fait la charge.

L'encours de la dette directe à court terme, résultant de l'émission de billets de trésorerie, est maintenu à 0.

En 2009, aucune émission de billets de trésorerie³⁵ n'a été effectuée pour couvrir les positions débitrices du compte courant de la Région.

Compte tenu du solde de caisse de la Région qui s'établit à -1.466,6 millions d'euros, l'encours total de la dette directe (à court et à long terme) au 31 décembre 2009 s'élève à 4.662,2 millions d'euros³⁶, en hausse de 680,7 millions d'euros par rapport à l'année précédente (3.981,5 millions d'euros).

La dette directe consolidée (hors opération de reprise) de la Région a généré des charges d'intérêts de 157,6 millions d'euros, ce qui représente un taux moyen de 4,93 %.

1.4.3.4. Les placements

En 2009, comme au cours des années précédentes, les excédents de trésorerie ont principalement été utilisés pour faire face aux besoins de financement. Ils ont toutefois donné lieu à des opérations de placement à sept reprises au cours de l'année. Le montant total nominal de ces placements en bons du Trésor³⁷ de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale s'est élevé à 518,9 millions d'euros. Ces placements sont nettement inférieurs à ceux réalisés en 2008 (9.482,3 millions d'euros). Leur durée moyenne a été de sept jours et leur rendement a atteint 0,1 million d'euros (16,5 millions d'euros en 2008).

1.4.4. Le compte des variations du patrimoine et le bilan

Les opérations patrimoniales sont celles qui influencent l'actif ou le passif du bilan du pouvoir public. *Grosso modo*, elles concernent les biens meubles et immeubles, les participations, les créances, les avoirs financiers et la dette.

Établi en application des articles 82 à 84 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le compte des variations du patrimoine de la Région (services d'administration générale), présenté dans le compte général, expose, en regard des diverses rubriques patrimoniales, les mouvements débiteurs et créditeurs enregistrés durant l'année budgétaire 2009. Ces écritures, cumulées aux soldes reportés de l'année 2008, aboutissent aux soldes à reporter

³⁵ Des émissions ont toutefois été réalisées pour financer les amortissements de la dette directe. Ces émissions ont été liées à un produit dérivé.

³⁶ Abstraction faite de l'opération susmentionnée de transfert d'une partie de la dette indirecte.

³⁷ Belgium Treasury Bills (B.T.B.).

en 2010. Il est à noter que les dernières ordonnances intégrées dans la situation patrimoniale de la Région pour l'année 2009, ont été visées à la Cour le 3 avril 2012.

Les soldes³⁸ issus de la clôture de la comptabilité tenue par la Trésorerie nationale, à savoir ceux du compte général 1990, ont été injectés dans la situation patrimoniale de la Région lors de l'élaboration du compte général 1998.

Ces montants ont toutefois été transposés tels qu'ils apparaissaient dans le compte 1990. Comme dans ses rapports précédents, la Cour souligne que la valeur des actifs repris au bilan ne correspond sans doute plus à leur valeur réelle. Des rectifications s'avèreront dès lors nécessaires lors de l'instauration de la nouvelle comptabilité publique qui nécessitera la confection d'un bilan d'ouverture donnant une image fidèle du patrimoine de la Région.

La Cour souligne par ailleurs que, depuis 2002, le compte des variations du patrimoine fait état des biens acquis par l'ex MET par le biais de la procédure d'avances de fonds. La Région n'a toutefois pas réussi à enregistrer les biens acquis via la même procédure au cours des années antérieures.

En 2009, le patrimoine régional (terrains, immeubles, travaux, matériel, participations et créances) a globalement augmenté de 151.226.443,03 euros. La trésorerie a, quant à elle, diminué, durant cette même année, de -625.215.723,38 euros. La variation totale du patrimoine se solde finalement par une diminution de 473.989.280,35 euros.

Un bilan des services d'administration générale figure également dans le compte général 2009. Au 31 décembre 2009, le total de ce bilan atteint 7.924.590.416,60 euros. Les actifs immobilisés représentent une valeur de 7.372.444.097,70 euros.

Une situation de l'encours des engagements, à la charge des crédits dissociés, des crédits variables et de la section particulière, clôture le compte des variations du patrimoine. Le tableau ci-après montre l'évolution globale – des développements détaillés figurent dans la préfiguration 2009 – de cet encours durant l'année budgétaire 2009.

| ENCOURS DES ENGAGEMENTS | Crédits dissociés | Crédits variables | Section particulière | Total |
|-------------------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------|
| Encours initial au 1.1.2009* | 3 110 543 115.71 | 100 189 098.63 | 263 429 146.36 | 3 474 161 360.70 |
| Engagements (+) | 3 783 162 935.06 | 69 584 443.43 | 192 765 924.29 | 4 045 513 302.78 |
| Ordonnancements (-) | 3 429 676 880.37 | 99 519 232.83 | 78 474 918.31 | 3 607 671 031.51 |
| Annulations de visas (-) | 62 651 320.30 | 13 945 322.35 | 3 850 698.89 | 80 447 341.54 |
| Encours cumulé au 31.12.2009 | 3 401 377 850.10 | 56 308 986.88 | 373 869 453.45 | 3 831 556 290.43 |
| Variation de l'année 2009 | 290 834 734.39 | -43 880 111.75 | 110 440 307.09 | 357 394 929.73 |

**Le montant de l'encours des crédits dissociés au 1^{er} janvier 2009 ne correspond pas à celui au 31 décembre 2008 (3,162,2 millions d'euros). Cette différence s'explique par le transfert d'une partie de l'encours figurant aux divisions organiques 16 – Relations extérieures et 18 – Tourisme vers deux organismes d'intérêt public : Wallonie-Bruxelles International (WBI), à concurrence de 6,5 millions d'euros et le Commissariat général au tourisme (CGT), à concurrence de 45,1 millions d'euros.*

³⁸ La valeur brute (54.000.627.791 francs, soit 1.338.640.596,31 euros) au 31 décembre 1990 des actifs immobilisés a été incorporée dans le compte des variations du patrimoine de l'année 1998. Les amortissements existant à cette même date (31 décembre 1990) ont également été pris en compte.

Il est à noter que le montant de l'encours des engagements est également repris au bas de la page établissant le bilan des services d'administration générale sous la rubrique « hors bilan ». Cependant, la Cour observe que le montant de l'encours figurant dans le bilan est erroné.

1.4.5. Les annexes au compte général³⁹

Conformément aux dispositions des articles 1, 93, § 1^{er}, 119 et 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le compte général comporte le bilan et le compte de résultats des entités à gestion autonome. Il ne présente toutefois que les situations comptables des entités qui en produisent et dont les comptes ont été contrôlés par la Cour. Dans ce rapport, elles sont reprises (cf. point 2.3 de l'annexe) suivant un schéma uniforme simplifié.

1.5. Déclaration de fin de contrôle

En sa séance du 17 septembre 2013, la Cour a déclaré clôturée la vérification du compte général de la Région wallonne pour l'année 2009 et elle a adopté le présent rapport.

Les résultats arrêtés par la Cour, destinés à l'établissement du projet de décret de règlement définitif du budget, figurent au point 2.1 de l'annexe ci-après. Ils sont appuyés de tableaux analytiques repris à l'annexe suivante.

³⁹ Point 2.3 de l'annexe.

2. ANNEXES

| 2.1 – CONCLUSIONS DE LA COUR RELATIVEMENT AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE AINSI QUE DES SERVICES ET ORGANISMES AUTONOMES | | |
|--|------------------|------------------|
| La Cour propose d'arrêter comme suit les différents comptes d'exécution du budget de l'année 2009 : | | |
| PREMIÈRE PARTIE : SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉGION WALLONNE | | |
| A. ENGAGEMENTS | | |
| <input type="checkbox"/> À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS | | |
| Les crédits ouverts par les décrets budgétaires, à | | 4 013 916 000.00 |
| Les engagements imputés, à | | 3 783 162 935.06 |
| Le montant des crédits à annuler à la fin de l'année budgétaire, à | | 230 753 064.94 |
| <input type="checkbox"/> À LA CHARGE DES CRÉDITS VARIABLES | | |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à | | 94 520 000.00 |
| Les crédits disponibles pour l'engagement des dépenses, à | | 147 847 678.89 |
| - dont le solde reporté de l'année précédente, à | 56 147 638.01 | |
| - dont les recettes de l'année, à | 91 700 040.88 | |
| Les engagements, à | | 69 584 443.43 |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à | | 24 935 556.57 |
| Le montant de l'annulation des visas antérieurs, à | | 13 945 322.35 |
| Le solde reporté à l'année suivante, à | | 92 208 557.81 |
| <input type="checkbox"/> À LA CHARGE DE LA SECTION PARTICULIÈRE | | |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à | | 135 000 000.00 |
| Les crédits disponibles pour l'engagement des dépenses, à | | -254 867 983.62 |
| - dont le solde reporté de l'année précédente, à | -354 527 432.95 | |
| - dont les recettes de l'année, à | 99 659 449.33 | |
| La variation des engagements, à | | 188 915 225.40 |
| - dont les engagements de l'exercice, y compris ceux autorisés par les décrets budgétaires sans limitation de montant, à | 192 765 924.29 | |
| - moins le montant des annulations des visas antérieurs, à | 3 850 698.89 | |
| Le solde reporté à l'année suivante, à | | -443 783 209.02 |
| B. OPÉRATIONS COURANTES ET DE CAPITAL | | |
| <input type="checkbox"/> RECETTES | | |
| Les prévisions, à | | 6 276 437 000.00 |
| - dont les recettes courantes et de capital, à | 6 276 437 000.00 | |
| - dont le produit d'emprunt, à | 0.00 | |
| Les droits constatés, à | | 6 330 236 214.96 |
| - dont les recettes courantes et de capital, à | 6 330 236 214.96 | |
| - dont le produit d'emprunts, à | 0.00 | |
| Les recettes imputées, à | | 6 238 427 438.39 |
| - dont les recettes courantes et de capital, à | 6 238 427 438.39 | |
| - dont le produit d'emprunts, à | 0.00 | |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à | | 91 808 776.57 |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance indéfinie, à | 48 629 609.21 | |
| - dont les droits reportés à l'année budgétaire suivante, à | 43 179 167.36 | |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | | 38 009 561.61 |

| | | |
|---|------------------|------------------|
| <input type="checkbox"/> DÉPENSES | | |
| Les moyens de paiement alloués par les décrets budgétaires, à | | 7.378.812.000,00 |
| - dont les crédits non dissociés, à | 3.760.974.000,00 | |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnancement, à | 3.617.838.000,00 | |
| Les crédits reportés de l'année budgétaire précédente, à | | 367.533.088,53 |
| - dont les crédits non dissociés, à | 367.533.088,53 | |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnancement, à | 0,00 | |
| Le total des crédits, à | | 7.746.345.088,53 |
| - dont les crédits non dissociés, à | 4.128.507.088,53 | |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnancement, à | 3.617.838.000,00 | |
| Les ordonnancements, à | | 7.007.026.573,35 |
| - dont à la charge des crédits non dissociés, à | 3.577.349.692,98 | |
| - dont à la charge des crédits dissociés d'ordonnancement, à | 3.429.676.880,37 | |
| Les ordonnancements justifiés à la Cour des comptes, à | | 7.007.026.573,35 |
| - dont les dépenses relatives aux prestations d'années antérieures, à | 91.590.861,66 | |
| - dont les dépenses relatives aux prestations de l'année en cours, à | 6.915.435.711,69 | |
| La différence entre les crédits et les ordonnancements, à | | 739.318.515,18 |
| Les crédits complémentaires à allouer par le décret de règlement définitif du budget, à | | 0,00 |
| Les crédits reportés à l'année budgétaire suivante, à | | 453.967.394,74 |
| - dont les crédits non dissociés, à | 453.967.394,74 | |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnancement, à | 0,00 | |
| Les crédits à annuler à la fin de l'année budgétaire, à | | 285.313.522,22 |
| - dont les crédits non dissociés, à | 97.152.402,59 | |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnancement, à | 188.161.119,63 | |
| <input type="checkbox"/> RÉSULTAT | | |
| Le résultat des recettes et des dépenses courantes et de capital, à | | -768.599.134,96 |
| - soit les recettes, y compris le produit d'emprunt, de | 6.238.427.438,39 | |
| - moins les dépenses de | 7.007.026.573,35 | |
| C. FONDS ORGANIQUES (CRÉDITS VARIABLES) | | |
| <input type="checkbox"/> RECETTES AFFECTÉES | | |
| Les prévisions, à | | 94.520.000,00 |
| Les droits constatés, à | | 122.033.836,20 |
| Les recettes imputées, à | | 91.700.040,88 |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à | | |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance indéfinie, à | 3.803.746,99 | |
| - dont les droits reportés à l'année budgétaire suivante, à | 26.530.048,33 | |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | | 2.819.959,12 |
| <input type="checkbox"/> DÉPENSES | | |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à | | 94.520.000,00 |
| Les recettes disponibles pour l'ordonnancement des dépenses, à | | 248.036.777,52 |
| - dont les recettes reportées de l'année précédente | 156.336.736,64 | |
| - dont les recettes de l'année | 91.700.040,88 | |
| Les ordonnancements, à | | 99.519.232,83 |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à | | -4.999.232,83 |
| Le solde reporté à l'année suivante, à | | 148.517.544,69 |
| <input type="checkbox"/> RÉSULTAT | | |
| Le résultat des recettes et des dépenses des fonds organiques, à | | -7.819.191,95 |
| - soit les recettes de l'année de | 91.700.040,88 | |
| - moins les dépenses de | 99.519.232,83 | |

| D. SECTION PARTICULIÈRE | | |
|--|----------------|-----------------|
| ☐ RECETTES | | |
| Les prévisions, à | | 134 500 000.00 |
| Les droits constatés, à | | 109 520 046.50 |
| Les recettes imputées, à | | 99 659 449.33 |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à | | 9 860 597.17 |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance indéfinie, à | 239 188.98 | |
| - dont les droits reportés à l'année budgétaire suivante, à | 9 621 408.19 | |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | | 34 840 550.67 |
| ☐ DÉPENSES | | |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à | | 135 000 000.00 |
| Les recettes disponibles, pour l'ordonnement des dépenses, à | | 8 561 162.74 |
| - dont le solde reporté de l'année précédente à | -91 098 286.59 | |
| - dont les recettes de l'année à | 99 659 449.33 | |
| Les ordonnancements, à | | 78 474 918.31 |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à | | 56 525 081.69 |
| Le solde reporté à l'année suivante, à | | -69 913 755.57 |
| ☐ RÉSULTAT | | |
| Le résultat des recettes et des dépenses de la section particulière, à | | 21 184 531.02 |
| - soit les recettes de l'année de | 99 659 449.33 | |
| - moins les dépenses de | 78 474 918.31 | |
| E. RÉSULTAT GLOBAL DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | |
| Les opérations courantes et de capital présente un solde débiteur de | | -768 599 134.96 |
| La différence entre les recettes de l'année et les dépenses des fonds organiques est de | | -7 819 191.95 |
| La différence entre les recettes de l'année et les dépenses de la section particulière est de | | 21 184 531.02 |
| En conclusion, le solde budgétaire de l'année 2007 est un excédent de dépenses sur les recettes de | | -755 233 795.89 |

DEUXIÈME PARTIE : LES ENTREPRISES RÉGIONALES**OFFICE WALLON DES DÉCHETS**

Les comptes de cette entreprise régionale n'avaient pas été transmis au département de la comptabilité du Service public de Wallonie, ni à la Cour des comptes au moment de la confection du Compte général. Ils ont entretemps été transmis et déclarés contrôlés par la Cour le 3 juillet 2012.

TROISIÈME PARTIE : LES SERVICES RÉGIONAUX À GESTION SÉPARÉE**AGENCE WALLONNE AIR CLIMAT****A. RECETTES**

| | | |
|--|--|--------------|
| Les prévisions, à | | 5.716.000,00 |
| Les recettes imputées, à | | 5.616.000,00 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | | 100.000,00 |

B. DÉPENSES

| | | |
|---|--|--------------|
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | | 5.716.000,00 |
| Les dépenses imputées, à | | 2.490.942,62 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | | 0,00 |
| Le montant des crédits à annuler, à | | 3.225.057,38 |

C. RÉSULTAT

| | | |
|--|--------------|--------------|
| Le résultat des recettes et des dépenses de l'Institut du Patrimoine wallon, à | | 3.125.057,38 |
| - soit les recettes, de | 5.616.000,00 | |
| - moins les dépenses, de | 2.490.942,62 | |

| QUATRIÈME PARTIE : LES ORGANISMES D'INTÉRÊT PUBLIC DE CATÉGORIE A ET SUI GENERIS | | |
|--|---------------|---------------|
| 1. AGENCE WALLONNE POUR LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ | | |
| | | |
| Comptes non transmis à l'époque de la confection du compte général. Ce compte a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes en date du 9 juillet 2013. | | |
| 2. INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON | | |
| A. RECETTES | | |
| Les prévisions, à | | 14.910.000,00 |
| Les recettes imputées, à | | 9.441.779,00 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | | 5.468.221,00 |
| B. DÉPENSES | | |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | | 12.534.000,00 |
| Les dépenses imputées, à | | 10.875.550,00 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | | 1.167.226,09 |
| Le montant des crédits à annuler, à | | 2.825.676,09 |
| C. RÉSULTAT | | |
| Le résultat des recettes et des dépenses de l'Institut du Patrimoine wallon, à | | -1.433.771,00 |
| - soit les recettes, de | 9.441.779,00 | |
| - moins les dépenses, de | 10.875.550,00 | |
| 3. CENTRE WALLON DE RECHERCHES AGRONOMIQUES | | |
| Les comptes de cet organisme n'ont pas été transmis à la Cour des comptes, ni à l'administration. | | |

| | | |
|--|--------------|--------------|
| 4. FONDS PISCICOLE DE WALLONIE | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Comptes non transmis à l'époque de la confection du compte général. Ce compte a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes en date du 23 août 2011. | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| 5. FONDS POUR LE DÉSENETTEMENT DE LA WALLONIE | | |
| A. RECETTES | | |
| Les prévisions, à | | 0,00 |
| Les recettes imputées, à | | 0,00 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | | 0,00 |
| B. DÉPENSES | | |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | | 0,00 |
| Les dépenses imputées, à | | 0,00 |
| C. RÉSULTAT | | |
| Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds de désendettement de la | | 0,00 |
| - soit les recettes, de | 0,00 | |
| - moins les dépenses, de | 0,00 | |
| 6. INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE | | |
| A. RECETTES | | |
| Les prévisions, à | | 5.834.000,00 |
| Les recettes imputées, à | | 5.689.570,00 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | | 144.430,00 |
| B. DÉPENSES | | |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | | 7.543.000,00 |
| Les dépenses imputées, à | | 4.690.130,00 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | | 15.234,54 |
| Le montant des crédits à annuler, à | | 2.868.104,54 |
| C. RÉSULTAT | | |
| Le résultat des recettes et des dépenses de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, à | | 999.440,00 |
| - soit les recettes, de | 5.689.570,00 | |
| - moins les dépenses, de | 4.690.130,00 | |

| | | |
|---|--|--|
| 7. INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC | | |
| <p>Comptes non transmis à l'époque de la confection du compte général. Ce compte a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes.</p> | | |
| 8. CENTRE RÉGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES | | |
| <p>Comptes non transmis à l'époque de la confection du compte général. Ce compte a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes.</p> | | |
| 9. COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU TOURISME | | |
| <p>Comptes non transmis à l'époque de la confection du compte général. Ce compte a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes.</p> | | |
| 10. WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL | | |
| <p>Comptes non transmis à l'époque de la confection du compte général. Ce compte a depuis été déclaré contrôlé par la Cour des comptes.</p> | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D’EXECUTION DU BUDGET DES
SERVICES D’ADMINISTRATION GENERALE**

- 2.2.1. Engagements à la charge des crédits dissociés**
- 2.2.2. Compte d’exécution du budget des recettes**
- 2.2.3. Compte d’exécution du budget des dépenses courantes et de capital**
- 2.2.4. Compte d’exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des fonds organiques (crédits variables)**
- 2.2.5. Compte d’exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements de la section particulière**

1 - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS DISSOCIES 2009

| Budget | Crédits affectés par décret | Crédits reportés de l'année précédente | Total des crédits | Engagements comptabilisés pendant l'année | DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES | | |
|--|-----------------------------|--|-------------------|---|---|----------------------------------|-------------------------------------|
| | | | | | Engagements excédant les crédits | Crédits excédant les engagements | |
| | | | | | | Crédits disponibles | Crédits reportés à l'année suivante |
| I. OPERATIONS COURANTES | | | | | | | |
| S.P.W. | 2 266 348 000.00 | | 2 266 348 000.00 | 2 196 544 936.63 | | 69 803 063.37 | 69 803 063.37 |
| BUDGET GENERAL | 2 266 348 000.00 | | 2 266 348 000.00 | 2 196 544 936.63 | | 69 803 063.37 | 69 803 063.37 |
| II. OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | |
| S.P.W. | 1 747 568 000.00 | | 1 747 568 000.00 | 1 586 617 998.43 | | 160 950 001.57 | 160 950 001.57 |
| BUDGET GENERAL | 1 747 568 000.00 | | 1 747 568 000.00 | 1 586 617 998.43 | | 160 950 001.57 | 160 950 001.57 |
| OPERATIONS COURANTES ET OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | |
| S.P.W. | 4 013 916 000.00 | | 4 013 916 000.00 | 3 783 162 935.06 | | 230 753 064.94 | 230 753 064.94 |
| BUDGET GENERAL | 4 013 916 000.00 | | 4 013 916 000.00 | 3 783 162 935.06 | | 230 753 064.94 | 230 753 064.94 |

2 - COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2009 - RECETTES

| | | SITUATION DES RECETTES | | | | | DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET RECETTES COMPTABILISEES | | |
|----------------------------------|------------------|------------------------|-------------------|--|--|---------------|---|---------------------------------------|--|
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | |
| Nature des recettes | Prévisions | Droits constatés | Recettes imputées | Différence entre droits constatés et recettes imputées | A annuler ou à porter en surseance indéfinie | A reporter | Prévisions supérieures au recouvrement | Recouvrement supérieur aux prévisions | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | |
| Recettes courantes | | | | | | | | | |
| Recettes fiscales | 1 548 772 000.00 | 1 585 308 167.68 | 1 540 654 218.08 | 44 653 949.60 | 43 903 768.43 | 750 181.17 | 161 861 239.40 | 153 743 457.48 | |
| Recettes non fiscales | 3 816 362 000.00 | 3 812 383 073.23 | 3 796 529 375.47 | 15 855 697.76 | 2 918 502.93 | 12 937 194.83 | 24 616 811.85 | 4 784 187.32 | |
| Recettes spécifiques | 399 849 000.00 | 400 109 901.69 | 398 852 898.33 | 1 257 003.36 | 248 538.58 | 1 008 444.78 | 2 966 488.42 | 1 970 386.75 | |
| <i>Total</i> | 5 764 983 000.00 | 5 797 803 142.60 | 5 736 036 491.88 | 61 766 650.72 | 47 070 829.94 | 14 695 820.78 | 189 444 539.67 | 160 498 031.55 | |
| Recettes affectées ... | | | | | | | | | |
| | 75 160 000.00 | 100 276 937.57 | 76 714 459.72 | 23 562 477.85 | 2 726 644.01 | 20 835 833.84 | 2 951 689.61 | 4 506 149.33 | |
| <i>Total recettes courantes</i> | 5 840 143 000.00 | 5 898 080 080.17 | 5 812 750 951.60 | 85 329 128.57 | 49 797 473.95 | 35 531 654.62 | 192 396 229.28 | 165 004 180.88 | |
| Recettes de capital | | | | | | | | | |
| Recettes fiscales | 503 039 000.00 | 491 348 653.61 | 491 348 653.61 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 11 690 346.39 | 0.00 | |
| Recettes non fiscales | 2 784 000.00 | 4 573 385.26 | 3 995 497.80 | 577 887.46 | 124 978.60 | 452 908.86 | 80 515.40 | 1 292 013.20 | |
| Recettes spécifiques | 5 131 000.00 | 36 511 033.49 | 7 046 795.10 | 29 464 238.39 | 1 433 800.67 | 28 030 437.72 | 1 536 516.51 | 3 452 311.61 | |
| <i>Total</i> | 510 954 000.00 | 532 433 072.36 | 502 390 946.51 | 30 042 125.85 | 1 558 779.27 | 28 483 346.58 | 13 307 378.30 | 4 744 324.81 | |
| Recettes affectées ... | | | | | | | | | |
| | 19 860 000.00 | 21 756 898.63 | 14 985 581.16 | 6 771 317.47 | 1 077 102.98 | 5 694 214.49 | 4 956 594.57 | 82 175.73 | |
| <i>Total recettes de capital</i> | 530 814 000.00 | 554 189 970.99 | 517 376 527.67 | 36 813 443.32 | 2 635 882.25 | 34 177 561.07 | 18 263 972.87 | 4 826 500.54 | |
| Produits des emprunts ... | | | | | | | | | |
| | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | |
| <i>Total recettes affectées</i> | 95 020 000.00 | 122 033 836.20 | 91 700 040.88 | 30 333 795.32 | 3 803 746.99 | 26 530 048.33 | 7 908 284.18 | 4 588 325.06 | |
| <i>Total autres recettes</i> | 6 275 937 000.00 | 6 330 236 214.96 | 6 238 427 438.39 | 91 808 776.57 | 48 629 609.21 | 43 179 167.36 | 202 751 917.97 | 165 242 356.36 | |
| TOTAL GENERAL | 6 370 957 000.00 | 6 452 270 051.16 | 6 330 127 479.27 | 122 142 571.89 | 52 433 356.20 | 69 709 215.69 | 210 660 202.15 | 169 830 681.42 | |

3 - COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2009 - DEPENSES

| | | ALLOCATIONS DES CREDITS | | | | | | SITUATION DES DEPENSES | | | | | | REGLEMENT DES CREDITS | | | | | |
|------------------------------------|------------------|-------------------------|--|----------------|------------------|------------------|---------------|------------------------|------------------|--------------------|---|----------------|---|-------------------------|------------------|---|------------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| | | Budget initial | Ajustement des crédits Résultats nets (transferts inclus) | | Crédits reportés | | Total | Opérations imputées | | Total des dépenses | Paiements effectués, justifiés ou régularisés | | Paiements restant à régulariser au 31/12/10 | Crédit complé- mentaire | Crédits reportés | Crédits reportés annulés en cours d'année | Crédit non utilisé à annuler | Total des crédits non utilisés | Crédit définitif 2009 |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | | | | | |
| I. Dépenses courantes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| a) crédits non dissociés | 3 544 895 000,00 | 2 438 000,00 | -75 540 000,00 | 292 525 425,49 | 3 764 318 425,49 | 3 316 977 688,67 | 10 443 365,56 | 3 306 534 332,11 | 3 316 977 688,67 | 0,00 | 0,00 | 359 515 248,33 | 37 596,94 | 87 787 890,95 | 87 825 487,89 | 3 316 977 688,67 | | | |
| b) crédits d'ordonnement | 2 259 039 000,00 | 47 983 000,00 | -86 023 000,00 | 0,00 | 2 220 999 000,00 | 2 142 791 357,84 | 22 758 251,49 | 2 120 033 106,35 | 2 142 791 357,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 78 207 642,16 | 78 207 642,16 | 2 142 791 357,84 | | | |
| = a + b | 5 803 934 000,00 | 50 421 000,00 | -161 563 000,00 | 292 525 425,49 | 5 985 317 425,49 | 5 459 769 046,51 | 33 201 617,05 | 5 426 567 438,46 | 5 459 769 046,51 | 0,00 | 0,00 | 359 515 248,33 | 37 596,94 | 165 995 533,11 | 166 033 130,05 | 5 459 769 046,51 | | | |
| 2. Dépenses de capital | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| a) crédits non dissociés | 205 070 000,00 | 86 549 000,00 | -2 438 000,00 | 75 007 663,04 | 364 189 663,04 | 280 372 004,31 | 7 063 077,54 | 253 308 926,77 | 280 372 004,31 | 0,00 | 0,00 | 94 452 145,81 | 1,28 | 9 364 511,64 | 9 364 512,92 | 280 372 004,31 | | | |
| b) crédits d'ordonnement | 1 269 796 000,00 | 175 026 000,00 | -47 983 000,00 | 0,00 | 1 396 839 000,00 | 1 286 885 522,53 | 51 326 176,07 | 1 235 559 346,46 | 1 286 885 522,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 109 953 477,47 | 109 953 477,47 | 1 286 885 522,53 | | | |
| = a + b | 1 474 866 000,00 | 261 575 000,00 | -50 421 000,00 | 75 007 663,04 | 1 761 027 663,04 | 1 547 257 526,84 | 58 389 253,61 | 1 488 868 273,23 | 1 547 257 526,84 | 0,00 | 0,00 | 94 452 145,81 | 1,28 | 119 317 989,11 | 119 317 990,39 | 1 547 257 526,84 | | | |
| II. Courantes et de capital | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| a) crédits non dissociés | 3 749 965 000,00 | 88 987 000,00 | -77 978 000,00 | 367 533 088,53 | 4 128 507 088,53 | 3 577 349 692,98 | 17 506 434,10 | 3 559 843 258,88 | 3 577 349 692,98 | 0,00 | 0,00 | 453 967 394,74 | 37 596,22 | 97 152 402,59 | 97 190 000,81 | 3 577 349 692,98 | | | |
| b) crédits d'ordonnement | 3 528 835 000,00 | 223 009 000,00 | -104 006 000,00 | 0,00 | 3 617 838 000,00 | 3 429 676 880,37 | 74 084 427,56 | 3 355 592 452,81 | 3 429 676 880,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 188 161 119,63 | 188 161 119,63 | 3 429 676 880,37 | | | |
| Total général | 7 278 800 000,00 | 311 996 000,00 | -211 984 000,00 | 367 533 088,53 | 7 746 345 088,53 | 7 007 026 673,35 | 91 590 861,66 | 6 915 435 711,69 | 7 007 026 673,35 | 0,00 | 0,00 | 453 967 394,74 | 37 596,22 | 285 313 522,22 | 285 351 120,44 | 7 007 026 673,35 | | | |

4 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS - CREDITS VARIABLES

ANNEE BUDGETAIRE 2009

| BUDGET (1) | DEPENSES PREVUES (2) | RECETTES AFFECTEES | | ENGAGEMENTS (6) | DIMINUTIONS DE MISAS ANNEES ANTERIEURES (7) | DISPONIBLE 31/12/2008 (8) | DEPASSEMENTS 31/12/2008 (9) | SOLDE 31/12/2008 (10) = (8) - (9) (10) = (5) - (6) - (7) | |
|---|----------------------------|----------------------------|--|--------------------------|--|--|---|---|---|
| | | Solde 31/12/2008 (3) | Année en cours (4) | | | | | | |
| I. OPERATIONS COURANTES | | | | | | | | | |
| S.P.W. | 23 545 000.00 | 23 023 772.35 | 23 193 805.03 | 46 217 577.38 | 13 554 214.24 | 30 307 714.91 | 0.00 | 30 307 714.91 | |
| BUDGET GENERAL | 23 545 000.00 | 23 023 772.35 | 23 193 805.03 | 46 217 577.38 | 13 554 214.24 | 30 307 714.91 | 0.00 | 30 307 714.91 | |
| II. OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | | |
| S.P.W. | 70 975 000.00 | 33 123 865.66 | 68 506 235.85 | 101 630 101.51 | 391 108.11 | 61 900 842.90 | 0.00 | 61 900 842.90 | |
| BUDGET GENERAL | 70 975 000.00 | 33 123 865.66 | 68 506 235.85 | 101 630 101.51 | 391 108.11 | 61 900 842.90 | 0.00 | 61 900 842.90 | |
| OPERATIONS COURANTES ET OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | | |
| S.P.W. | 94 520 000.00 | 56 147 638.01 | 91 700 040.88 | 147 847 678.89 | 13 945 322.35 | 92 208 557.81 | 0.00 | 92 208 557.81 | |
| BUDGET GENERAL | 94 520 000.00 | 56 147 638.01 | 91 700 040.88 | 147 847 678.89 | 13 945 322.35 | 92 208 557.81 | 0.00 | 92 208 557.81 | |
| BUDGET (1) | DEPENSES PREVUES (2) | Solde 31/12/2008 (3) | RECETTES AFFECTEES Année en cours (4) | TOTAL (5) = (3) + (4) | ORDONNANCEMENTS (6) | PAIEMENTS NON REGULARISES (7) | DISPONIBLE 31/12/2008 (8) = (5) - (6) | DEPASSEMENTS 31/12/2008 (9) = (6) - (5) | SOLDE 31/12/2008 (10) = (8) - (9) (10) = (5) - (6) - (7) |
| I. OPERATIONS COURANTES | | | | | | | | | |
| S.P.W. | 23 545 000.00 | 57 883 529.17 | 23 193 805.03 | 81 077 334.20 | 30 636 119.90 | 50 441 214.30 | 0.00 | 50 441 214.30 | |
| BUDGET GENERAL | 23 545 000.00 | 57 883 529.17 | 23 193 805.03 | 81 077 334.20 | 30 636 119.90 | 50 441 214.30 | 0.00 | 50 441 214.30 | |
| II. OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | | |
| S.P.W. | 70 975 000.00 | 98 453 207.47 | 68 506 235.85 | 166 959 443.32 | 68 883 112.93 | 98 076 330.39 | 0.00 | 98 076 330.39 | |
| BUDGET GENERAL | 70 975 000.00 | 98 453 207.47 | 68 506 235.85 | 166 959 443.32 | 68 883 112.93 | 98 076 330.39 | 0.00 | 98 076 330.39 | |
| OPERATIONS COURANTES ET OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | | |
| S.P.W. | 94 520 000.00 | 156 336 736.64 | 91 700 040.88 | 248 036 777.52 | 99 519 232.83 | 148 517 544.69 | 0.00 | 148 517 544.69 | |
| BUDGET GENERAL | 94 520 000.00 | 156 336 736.64 | 91 700 040.88 | 248 036 777.52 | 99 519 232.83 | 148 517 544.69 | 0.00 | 148 517 544.69 | |

5 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS - SECTION PARTICULIERE
ANNEE BUDGETAIRE 2009

| BUDGET | PREVISIONS | | SOLDE 31/12/2008 | RECETTES | DISPONIBLE (6)-(4)+(5) | ENGAGEMENTS | DIMINUTIONS DE VISAS ANNEES ANTERIEURES | SOLDE 31/12/2008 |
|--|----------------|----------------|------------------------|---------------|---------------------------|-----------------|---|------------------------|
| | RECETTES | DEPENSES | | | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9)-(6)-(7)+(8) |
| I. OPERATIONS COURANTES | | | | | | | | |
| SPW - comptes A | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -354 527 432.95 | 99 659 449.33 | -254 867 983.62 | 192 765 924.29 | 3 850 698.89 | -443 783 209.02 |
| BUDGET GENERAL | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -354 527 432.95 | 99 659 449.33 | -254 867 983.62 | 192 765 924.29 | 3 850 698.89 | -443 783 209.02 |
| II. OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | |
| SPW - comptes A | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| BUDGET GENERAL | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| OPERATIONS COURANTES ET OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | |
| SPW - comptes A | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -354 527 432.95 | 99 659 449.33 | -254 867 983.62 | 192 765 924.29 | 3 850 698.89 | -443 783 209.02 |
| BUDGET GENERAL | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -354 527 432.95 | 99 659 449.33 | -254 867 983.62 | 192 765 924.29 | 3 850 698.89 | -443 783 209.02 |
| SOLDE AU 31/12/2008 | | | | | | | | |
| BUDGET | PREVISIONS | DEPENSES | SOLDE AU 31/12/2008 | RECETTES | DISPONIBLE | ORDONNANCEMENTS | DIFFERENCE Recettes - Dépenses | SOLDE AU 31/12/2008 |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (10) |
| I. OPERATIONS COURANTES | | | | | | | | |
| SPW - comptes A | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -91 098 286.59 | 99 659 449.33 | 8 561 162.74 | 78 474 918.31 | 21 184 531.02 | -69 913 755.57 |
| BUDGET GENERAL | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -91 098 286.59 | 99 659 449.33 | 8 561 162.74 | 78 474 918.31 | 21 184 531.02 | -69 913 755.57 |
| II. OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | |
| SPW - comptes A | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| BUDGET GENERAL | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| OPERATIONS COURANTES ET OPERATIONS DE CAPITAL | | | | | | | | |
| SPW - comptes A | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -91 098 286.59 | 99 659 449.33 | 8 561 162.74 | 78 474 918.31 | 21 184 531.02 | -69 913 755.57 |
| BUDGET GENERAL | 134 500 000.00 | 135 000 000.00 | -91 098 286.59 | 99 659 449.33 | 8 561 162.74 | 78 474 918.31 | 21 184 531.02 | -69 913 755.57 |

ANNEXE 2.3 – COMPTES DE RÉSULTATS ET BILANS

2.3.1. LES ENTREPRISES RÉGIONALES

2.3.1.1. OFFICE WALLON DES DÉCHETS

2.3.2. LES SERVICES RÉGIONAUX À GESTION SÉPARÉE

2.3.2.1. AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT

2.3.3. LES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

2.3.3.1. AGENCE WALLONNE POUR LA PROMOTION D'UNE
AGRICULTURE DE QUALITÉ

2.3.3.2. CENTRE RÉGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES

2.3.3.3. INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON

2.3.3.4. INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC

2.3.3.5. FONDS PISCICOLE DE WALLONIE

2.3.3.6. FONDS POUR LE DÉSENDETTEMENT DE LA WALLONIE

2.3.3.7. INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET
DE LA STATISTIQUE

2.3.3.8. CENTRE WALLON DE RECHERCHES AGRONOMIQUES

2.3.3.9. COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME

2.3.3.10. WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL

| |
|----------------------------------|
| OFFICE WALLON DES DÉCHETS |
|----------------------------------|

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cette entreprise régionale n'avaient été transmis ni à l'Administration wallonne ni à la Cour des comptes, à la date de confection du compte général, c'est pourquoi ils ne figurent pas dans cette annexe.

AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT

BILAN AU 31/12/09

L'Agence ne produit pas de bilan.

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cet organisme n'avaient été transmis ni à l'Administration wallonne ni à la Cour des comptes, à la date de confection du compte général, c'est pourquoi ils ne figurent pas dans cette annexe.

CENTRE RÉGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cet organisme n'avaient été transmis ni à l'Administration wallonne ni à la Cour des comptes, à la date de confection du compte général, c'est pourquoi ils ne figurent pas dans cette annexe.

INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON (IPW)

BILAN AU 31/12/09

| ACTIF | | PASSIF | |
|-------------------------------|---------------------|--------------------------------------|---------------------|
| <i>Actifs immobilisés</i> | 5 352 805.18 | <i>Capitaux propres</i> | 7 512 015.59 |
| Frais d'établissements | 0.00 | Capital | 0.00 |
| Immobilisations incorporelles | 17 502.24 | Primes d'émissions | 0.00 |
| Immobilisations corporelles | 5 074 252.95 | Plus-values de réévaluation | 0.00 |
| Immobilisations financières | 261 049.99 | Réserves | 0.00 |
| | | Bénéfice reporté | 816 295.55 |
| <i>Actifs circulants</i> | 4 043 848.44 | Perte reportée (-) | 0.00 |
| Créances à plus d'un an | 1 200 000.00 | Subsides en capital | 6 695 720.04 |
| Stocks et commandes | 0.00 | <i>Provisions et impôts différés</i> | 0.00 |
| Créances à un an au plus | 4 168.19 | Provisions pour risques & charg | 0.00 |
| Placements de trésorerie | 0.00 | Impôts différés | 0.00 |
| Valeurs disponibles | 2 836 439.27 | | |
| Comptes de régularisation | 3 240.98 | <i>Dettes</i> | 1 884 638.03 |
| | | Dettes à plus d'un an | 0.00 |
| | | Dettes à un an au plus | 1 884 638.03 |
| | | Comptes de régularisation | 0.00 |
| TOTAL | 9 396 653.62 | TOTAL | 9 396 653.62 |

COMPTE DE RESULTATS AU 31/12/09

| | | |
|---|--------------|----------------------|
| I. Ventes et prestations | | 9 441 704.53 |
| Chiffre d'affaires | 341 447.60 | |
| Autres produits d'exploitation | 9 100 256.93 | |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-) | | 11 206 251.78 |
| Approvisionnements et marchandises | 539 506.14 | |
| Services et biens divers | 5 277 202.91 | |
| Rémunérations, charges sociales et pensions | 4 162 698.72 | |
| Amortissements | 1 224 066.21 | |
| Réductions de valeurs | 0.00 | |
| Autres charges d'exploitation | 2 777.80 | |
| Provisions pour risques & charges | 0.00 | |
| III. <i>Perte d'exploitation (-)</i> | | -1 764 547.25 |
| IV. Produits financiers | 73.97 | |
| V. Charges financières | 305.58 | |
| VI. <i>Perte courante (-)</i> | | -1 764 778.86 |
| VII. Produits exceptionnels | 0.50 | |
| VIII. Charges exceptionnelles | 308.88 | |
| IX. <i>Perte de l'exercice (-)</i> | | -1 765 087.24 |

INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cet organisme n'avaient été transmis ni à l'Administration wallonne ni à la Cour des comptes, à la date de confection du compte général, c'est pourquoi ils ne figurent pas dans cette annexe.

| |
|------------------------------------|
| FONDS PISCICOLE DE WALLONIE |
|------------------------------------|

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cet organisme n'avaient pas été transmis au Département de la Comptabilité du Service public de Wallonie, ni à la Cour des comptes au moment de la publication du Compte général 2009. C'est la raison pour laquelle ils ne figurent pas dans cette annexe.

FONDS POUR LE DESENETTEMENT DE LA WALLONIE

BILAN AU 31/12/09

| <u>ACTIF</u> | | <u>PASSIF</u> | |
|-------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| <i>Actifs immobilisés</i> | 0.00 | <i>Capitaux propres</i> | 0.00 |
| Frais d'établissements | 0.00 | Capital | 0.00 |
| Immobilisations incorporelles | 0.00 | Primes d'émissions | 0.00 |
| Immobilisations corporelles | 0.00 | Plus-values de réévaluation | 0.00 |
| Immobilisations financières | 0.00 | Réserves | 0.00 |
| | | Bénéfice reporté | 0.00 |
| <i>Actifs circulants</i> | 70 835 574.70 | Perte reportée (-) | 0.00 |
| | | Subsides | 0.00 |
| Créances à plus d'un an | 0.00 | | |
| Stocks et commandes | 0.00 | <i>Provisions et impôts différés</i> | 0.00 |
| Créances à un an au plus | 0.00 | | |
| Placements de trésorerie | 0.00 | Provisions pour risques & charges | 0.00 |
| Valeurs disponibles | 70 835 574.70 | Impôts différés | 0.00 |
| Comptes de régularisation | 0.00 | | |
| | | <i>Dettes</i> | 70 835 574.70 |
| | | | |
| | | Dettes à plus d'un an | 0.00 |
| | | Dettes à un an au plus | |
| | | - Autres dettes | 70 835 574.70 |
| | | Comptes de régularisation | 0.00 |
| TOTAL | 70 835 574.70 | TOTAL | 70 835 574.70 |

| IWEPS | | | |
|--|---------------------|--------------------------------------|---------------------|
| BILAN AU 31/12/09 | | | |
| <u>ACTIF</u> | | <u>PASSIF</u> | |
| Actifs immobilisés | 144 261.37 | Capitaux propres | 8 575 428.18 |
| Frais d'établissements | 0.00 | Capital | 0.00 |
| Immobilisations incorporelles | 0.00 | Primes d'émissions | 0.00 |
| Immobilisations corporelles | 144 261.37 | Plus-values de réévaluation | 0.00 |
| Immobilisations financières | 0.00 | Réserves | 0.00 |
| | | Bénéfice reporté | 8 422 703.93 |
| Actifs circulants | 8 747 585.53 | Perte reportée (-) | 0.00 |
| | | Subsides | 152 724.25 |
| Créances à plus d'un an | 0.00 | | |
| Stocks et commandes | 0.00 | Provisions et impôts différés | 0.00 |
| Créances à un an au plus | 0.00 | | |
| Placements de trésorerie | 0.00 | Provisions pour risques & charges | 0.00 |
| Valeurs disponibles | 8 493 135.83 | Impôts différés | 0.00 |
| Comptes de régularisation | 254 449.70 | | |
| | | Dettes | 316 418.72 |
| | | | |
| | | Dettes à plus d'un an | 0.00 |
| | | Dettes à un an au plus | 303 514.74 |
| | | - Autres dettes | 0.00 |
| | | Comptes de régularisation | 12 903.98 |
| TOTAL | 8 891 846.90 | TOTAL | 8 891 846.90 |
| COMPTE DE RESULTATS AU 31/12/09 | | | |
| I. Ventes et prestations | | | 5 716 535.96 |
| Chiffre d'affaires | | 0.00 | |
| Autres produits d'exploitation | | 5 716 535.96 | |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-) | | | 4 725 522.92 |
| Approvisionnements et marchandises | | 0.00 | |
| Services et biens divers | | 1 584 972.55 | |
| Rémunérations, charges sociales et pension | | 3 018 742.24 | |
| Amortissements | | 76 019.64 | |
| Réductions de valeurs | | 0.00 | |
| Autres charges d'exploitation | | 45 788.49 | |
| charges valorisables à l'actif (lors du 1er bil | | 0.00 | |
| III. Bénéfice d'exploitation (+) | | | 991 013.04 |
| IV. Produits financiers | | 12.77 | |
| V. Charges financières | | 55.54 | |
| VI. Bénéfice courant (+) | | | 990 970.27 |
| VII. Produits exceptionnels | | | |
| VIII. Charges exceptionnelles | | 0.00 | |
| IX. Bénéfice de l'exercice (+) | | | 990 970.27 |

| |
|---|
| CENTRE WALLON DE RECHERCHES AGRONOMIQUES |
|---|

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cet organisme n'ont pas été transmis au Département de la Comptabilité du Service public de Wallonie, ni à la Cour des comptes. C'est la raison pour laquelle ils ne figurent pas dans cette annexe.

| |
|---|
| COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU TOURISME |
|---|

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cet organisme n'avaient pas été transmis au Département de la Comptabilité du Service public de Wallonie, ni à la Cour des comptes au moment de la publication du Compte général 2009. C'est la raison pour laquelle ils ne figurent pas dans cette annexe.

| |
|---|
| WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL |
|---|

BILAN AU 31/12/09

Les comptes de cet organisme n'avaient pas été transmis au Département de la Comptabilité du Service public de Wallonie, ni à la Cour des comptes au moment de la publication du Compte général 2009. C'est la raison pour laquelle ils ne figurent pas dans cette annexe.



ADRESSE

Cour des comptes
Rue de la Régence 2
B-1000 Bruxelles

TÉL.

+32 2 551 81 11

FAX

+32 2 551 86 22

www.courdescomptes.be